

Proximité physique, vie de quartier et luttes anarchistes
Quelques réflexions à partir d'interventions dans un quartier populaire de Montréal

Anna Kruzynski et Marco Silvestro
Membres du collectif La Pointe libertaire¹
Version 23 février 2010

Kruzynski, A. et Silvestro, M. (accepté pour publication). « Proximité physique, vie de quartier et luttes anarchistes : Quelques réflexions à partir d'interventions dans un quartier populaire de Montréal », in Bellemare-Caron, R., *Breton, E, Cyr, M-A, Dupuis-Déri, F., Kruzynski, A. (dir.) (en préparation). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui : idées, pratiques et espoirs*. Montréal, QC : Lux Éditeur.

Toute organisation libertaire se fonde sur un principe d'appartenance – généralement la classe ouvrière ou, plus largement, les groupes sociaux dominés. Ainsi l'anarcho-syndicalisme a misé sur l'organisation dans les lieux de travail. Cependant, l'affinité peut également se construire autour d'un territoire commun – un village, un quartier. La Commune de Paris et plusieurs expériences libertaires espagnoles étaient organisées autour de l'équivalent de nos municipalités. Les « milieux libres », villages autogérés et autres expériences sociales radicales tournent aussi autour d'un même axe, l'identification à une communauté et l'appropriation d'un lieu (usine, village, quartier, bâtiment, etc.) De même en fut-il des luttes populaires urbaines depuis les années 1960 en Amérique du Nord et en Europe, où partout la communauté et l'espace sociophysique du monde vécu sont au centre des mobilisations. Le slogan « pouvoir au peuple », scandé sur tous les forums à cette époque, était l'incarnation pratique du concept du droit à la ville² – l'idée que les personnes qui habitent un territoire donné sont les premières concernées et doivent donc être au cœur de la prise de décisions à l'égard de celui-ci.

¹ Les auteur-es écrivent en leur nom propre et non pour le groupe. Nous tenons à remercier les autres membres du collectif pour leurs commentaires judicieux. Adresser tout commentaire à lapointelibertaire@yahoo.ca.

² Voir Henri Lefebvre (1968 et 1972) *Le droit à la ville*, suivi de *Espace et politique*, Paris, Éditions Anthropos; Mark Purcell (2003) « Excavating Lefebvre : The Right to the City and its Urban Politic of the Inhabitant », *GeoJournal*, 58, 99-108.

Nous voulons développer l'argument que la proximité physique sur un territoire donne un sens à l'action et rend plus facile l'organisation et la diffusion de la « culture anarchiste. » Ces derniers éléments sont essentiels pour que nos milieux de vie se perçoivent de plus en plus comme « communautés politiques autonomes viables » sur la base des principes anarchistes d'autogestion et cheminant vers l'autoconstitution politique des communautés. Une des prémisses de base de notre position est que la construction d'un mouvement de masse est un objectif central de la lutte anarchiste. Nous ne pouvons souscrire à la vision d'une avant-garde éclairée qui nous amènera vers une révolution spectaculaire. Pour nous, l'action radicale doit être en adéquation avec le monde vécu et se construire à partir des personnes sur place. C'est à partir de notre expérience militante dans le Sud-ouest de Montréal depuis 2003 que nous tenterons de démontrer le bien fondé de notre argument – et de soulever des critiques importantes³.

Le pavé libertaire dans la mare aux crapauds du Sud-Ouest

Les quartiers populaires du Sud-Ouest de Montréal sont connus pour leur tradition militante. Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles virent éclore dans les années 1960 un mouvement populaire à la fois revendicateur et constructeur qui a posé les bases du « milieu communautaire » d'aujourd'hui⁴. Autrefois « bassin de l'industrialisation » au Canada, ces quartiers bordant le Canal de Lachine font aujourd'hui face à l'embourgeoisement et à l'effervescence immobilière depuis que les industries ont quitté les lieux, laissant dans leur sillage une population ouvrière désœuvrée.

³ La méthodologie derrière ce texte est modeste. Nous sommes activement impliqué-es de longue date au sein des initiatives que nous citerons en exemple. Nous nous inspirons de nos propres observations ainsi que des discussions avec des intervenants et des intervenantes de groupes communautaires, nos voisins, nos voisines et nos camarades de lutte.

⁴ Pour un aperçu historique, consulter Collectif Courtepointe, *Pointe-Saint-Charles : un quartier, des femmes, une histoire communautaire*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2006, 286 p.

Depuis les années 2000, les anarchistes y font de plus en plus sentir leur présence. En 2002, la CLAC-Logement organisa une série de perturbations dénonçant un projet de condos sur les bords du Canal de Lachine. Au même moment, le Comité de quartier Sud-ouest travaillait à la création d'un espace politique local en publiant un journal, La RueBrique, qui abordait des thématiques liées à l'aménagement urbain, en organisant des assemblées publiques et en participant à des luttes locales. En 2005 est formée la Pointe libertaire et, en 2007, à l'initiative de cette dernière, le Centre social autogéré⁵.

La Pointe libertaire

Ce collectif s'est formé suite à la volonté de quelques personnes d'agir politiquement dans leur quartier. Il vise à développer des dynamiques autogestionnaires dans le quartier et à réapproprier par la collectivité l'ensemble des pouvoirs qui la concernent. En ce sens, nous nous inspirons de l'anarchisme social, notamment l'écologie sociale⁶.

Le collectif fut très actif au cours des cinq dernières années. D'abord en amenant dans l'espace public plusieurs analyses radicales de projets immobiliers (ex. déménagement du Casino de Montréal, réaménagement des anciens ateliers ferroviaires du CN) ou des dynamiques politiques dans le quartier (à travers une critique de la stratégie des groupes communautaires et par une chronique du travail du conseil municipal d'arrondissement.)

À partir de 2007 le collectif se dota d'un site Internet pour mieux diffuser ses écrits et créa l'Agence de presse libre de la Pointe pour couvrir l'actualité locale.

⁵ D'autres expériences antiautoritaires existent dans les environs. Par exemple, en 2008-2009 fut formé le Cazalais Free State (Rue Cazalais à St-Henri) pour protester contre l'expansion de l'Échangeur Turcot et l'expropriation de logements. Le Ste Emilie Skillshare Center à St-Henri est quant à lui un collectif artistique qui offre un espace et des équipements de création. Depuis décembre 2009 il y a la Death Church à Verdun, une ancienne église transformée en commune, salle de spectacle et espace artistique. Il y en a certainement d'autres, telles le Pavillon des Macchabées à Verdun ou la communauté punk de l'immeuble Squaller's à St-Henri.

⁶ Pour plus de détails voir www.lapointelibertaire.org/quisommesnous.

Nombre d'actions directes ont aussi été menées : des graffitis qui se soldèrent, après processus judiciaire et négociations politiques, par une murale sur un mur aveugle appartenant au CN; une guérilla jardinière sur un terrain laissé en friche, devenu le Jardin de la liberté; la sécurisation d'un bout de piste cyclable; la mise en ligne d'un site Internet contre le projet de transformer l'ancienne usine Northern Electric en condos⁷; l'asticotage mensuel des éluEs de l'arrondissement; l'organisation d'assemblées publiques et d'ateliers d'éducation populaire.

Nous avons aussi travaillé en alliance plus ou moins formelle avec les groupes communautaires locaux sur des enjeux d'aménagement, notamment le déménagement du casino, la fermeture du bureau de poste et la vision d'ensemble pour l'aménagement du quartier (à travers l'Opération populaire d'aménagement.) Nous avons aussi participé activement à la lutte d'Abdelkader Belaoui pour obtenir un statut⁸. Dans une perspective de construction de projets autonomes et autogérés, nous avons lancé en mai 2007 l'idée d'occuper un bâtiment vacant pour y installer un Centre social autogéré.

Le Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles

Le Centre social autogéré (CSA) est rapidement devenu autonome de la Pointe libertaire.

Voici un extrait de son site Internet qui explique ses principes :

Contre le capitalisme qui investit toutes les sphères de la vie, nous croyons qu'il est impératif de lutter pour des espaces qui le mettent en échec, ainsi que toute sa logique productiviste et discriminatoire. Nous voulons mettre sur pied un espace autofinancé par la récupération et notre sens de la revalorisation, où la satisfaction de nos besoins ne dépend pas de quelque autorité, où l'autonomie collective sera enfin possible et où la démocratie regagnera ses lettres de noblesse par son application directe. Et puisque les autorités publiques et privées s'arrogent si facilement cette dignité collective des

⁷ www.nordelec.net

⁸ Abdelkader est un réfugié d'origine algérienne qui a pris sanctuaire dans une église de Pointe-Saint-Charles en janvier 2006 pour résister à un ordre d'expulsion. Il aura fallu presque quatre ans de lutte ininterrompue pour qu'il obtienne le droit de rester au Québec. Lui-même est demeuré dans l'église 3 ans et 8 mois. Voir www.soutienpourkader.net

peuples et nous imposent des simulacres de démocratie, nous croyons que nous devons maintenir une attitude de confrontation envers celles-ci et en appeler à la réappropriation et à la désobéissance civile. En se réappropriant tous et toutes ensemble notre territoire, en le faisant vivre selon d'autres principes que ceux dictés par l'État et le marché, nous pourrions peut-être ainsi en finir avec cette histoire interminable de vol « légal » et ainsi instaurer le principe de propriété collective légitime.⁹

Après deux ans d'activités itinérantes dans le quartier et ailleurs (ateliers de réparation de vélo, flotte de vélos-libres, soirées de cinéma, spectacles de groupes locaux, bouffes collectives, squat-soirée poésie et une trentaine d'ateliers sociopolitiques), le CSA a occupé le 29 mai 2009 une ancienne usine qui devait être transformée en un mur de condos venant fermer l'un des derniers accès physique, visuel et culturel pour les gens du quartier aux rives du Canal de Lachine. Quelques soixante-dix organisations québécoises soutenaient l'action et plus de 500 personnes ont participé à l'ouverture du bâtiment. Le lendemain une intervention policière musclée a toutefois mit fin à l'occupation alors que les squatteurs s'apprêtaient à lancer les activités d'ouverture du CSA. Nous sommes vraiment déçu-es que l'occupation n'ait pas fonctionné et nous devons admettre que cela a affecté l'ardeur des militants et militantes. Toutefois, nous ne pouvons dire que le CSA dans son ensemble est un échec.

A notre avis l'éviction n'efface pas le gain important des deux ans d'organisation antiautoritaire effectué par plusieurs dizaines de militants et militantes avant l'action d'occupation, dont la plupart habitent le Sud-Ouest. Le CSA est devenu un acteur politique local qui peut revendiquer certains gains : suite à ses actions (et à celles d'autres groupes comme le Comité de citoyen pour l'accès au Canal) le projet de condos est arrêté et le bâtiment ne sera pas démoli. Un autre bâtiment est présentement réclamé par la communauté locale via une coalition dont fait partie le CSA. Les acteurs locaux

⁹ Tiré de www.centresocialautogere.org/fr/content/vers-un-centre-social-autogéré-à-pointe-st-charles

(communautaires, politiques) reconnaissent sa présence, la population locale connaît mieux ses activités. Lentement les barrières s'abaissent entre les militantes et militants radicaux et le reste de la population. Les actions du CSA ont marqué l'imaginaire et sont autant de pas – espérons-nous - vers une mobilisation de masse pour les actions futures. (Nous soulevons quelques autres critiques plus loin dans le texte.)

L'ancrage territorial et la proximité physique pour la lutte anarchiste

Ces deux initiatives servent de toile de fond à ce qui suit. Nous présentons nos arguments et nos exemples en reprenant trois dimensions de l'action collective anarchiste : la perturbation du système capitaliste, la préfiguration de la société libre et la construction de cette société par des actions autonomes¹⁰.

Perturber le capitalisme local

A notre avis une des difficultés de l'anarchisme actuel est de rendre concret un système d'idées abstraites et de les rattacher à la vie des gens de façon à ce que cette vision politique ait un sens et s'insère dans leur mode de vie. Le capitalisme, la finance, l'État sont de nos adversaires, on peut les dénoncer publiquement en manifestant devant l'hôtel où leurs représentants se rencontrent, mais cela demeure abstrait et symbolique.

Identifier les dimensions locales de l'agenda mondial permet, d'une part, de traduire dans les termes de la quotidienneté et de la proximité les enjeux globaux et, d'autre part, d'identifier les émissaires locaux de nos adversaires, qui sont bien plus accessibles que les « dirigeants mondiaux » ou les « grands financiers ». Les élus et élues municipales sont nos voisins et nos voisines; on les rencontre régulièrement dans les rues du quartier,

¹⁰ Voir Day, Richard J.F., *Gramsci is Dead: Anarchist Currents in the Newest Social Movements*, Between the lines, Toronto, 2005, 254 pages.

aux évènements locaux et aux séances mensuelles du conseil d'arrondissement. Les promoteurs immobiliers sont rejoignables, leurs allées et venues dans le coin sont connues, leurs installations atteignables.

Dans l'optique que le militantisme anarchiste et antiautoritaire sorte de son ghetto micro-culturel et se transforme en mouvement de masse, il nous apparaît plus facile d'expliquer à nos voisins et voisines l'économie politique du capitalisme à partir de l'exemple d'un développement immobilier qu'à partir des écrits de Marx, Kropotkine ou Bookchin.

Dans le même ordre d'idée, l'organisation locale dans un milieu de vie réduit le nombre d'intermédiaires entre les gens et permet de profiter de tous les réseaux informels par lesquels transige l'information. Nous habitons le quartier, nos voisins, nos voisines nous connaissent. Nous ne sommes pas des marginaux « étranges », mais des personnes avec un visage, qui habitent à côté, qui s'échangent des nouvelles. Des panneaux permanents posés à des endroits stratégiques demeurent longtemps et permettent de donner une visibilité à nos actions, distribuer des tracts à la sortie du métro devient une activité de voisinage. Il est ainsi beaucoup plus facile de faire non seulement circuler, mais aussi faire *pénétrer* l'information, atteindre son interlocuteur : les relations quotidiennes de voisinage offrent un avantage, donnent confiance, ce qui n'est pas le cas lorsque des « inconnus » font de l'agit-prop sur un coin de rue.

Agir dans notre quartier avec nos voisins et voisines, mobiliser dans l'autobus, utiliser les installations locales, bref vivre en société rend aussi plus difficile pour nos adversaires, malgré leurs efforts, de nous réprimer ou de nous marginaliser. Avec notre présence continue, les autorités publiques, les forces policières et les promoteurs immobiliers sont

forcés de reconnaître notre existence et notre légitimité. Ils ne peuvent utiliser l'argument des « éléments perturbateurs venus de l'extérieur » : nous habitons ici et nous sommes toujours là pour dénoncer leurs actions, perturber leurs rencontres, démasquer leurs mensonges, subvertir leurs tentatives de marketing en graffitant leurs installations, nommer les vrais enjeux lors de leurs consultations publiques, rendre visible les liens d'amitié qui existent parmi eux¹¹.

De ce fait la perturbation acquiert une profondeur et un ancrage local bénéfique à notre action. Les alliances se solidifient entre les anarchistes, une partie de la population et les groupes communautaires du quartier. La mobilisation quasi instantanée de plusieurs centaines de personnes (du quartier et d'ailleurs) suite à l'éviction brutale du Centre social autogéré, les communiqués de presse et lettres d'opinions qui ont circulé largement, le rassemblement populaire devant la mairie en état de siège, ne sont que quelques exemples. Ce sont les autorités, notamment policières, qui ont l'air de venir d'ailleurs!

Proximité, préfiguration, organisation

L'anarchisme incarne deux grands principes, l'un négatif – contre toute forme d'autorité illégitime, l'un positif – pour la liberté des gens à contrôler leur propre vie, pour des interactions humaines basées sur la coopération, l'autonomie et le respect de la personne, pour une société, une réalité, une nature organique et écologique. Pas question de

¹¹ La Pointe libertaire, par exemple, a rendu publique une biographie du propriétaire des anciens terrains du CN révélant ses liens d'affaires et d'amitiés avec des personnages controversés. Elle eut un certain succès et le proprio cru bon nous « SLAPPer » avec une impressionnante mise en demeure qu'il remit aussi en main propre à plusieurs acteurs du quartier afin de nous dénigrer (sans y parvenir, au contraire!) Ayant décidé que l'arène de notre lutte n'est pas les tribunaux, nous avons retiré le texte original de notre site Internet pour le remplacer par une version expurgée. Voir : www.lapointelibertaire.org/node/820.

« revendiquer » cette liberté! Il faut la prendre et la faire vivre soi-même, préfigurer la société future dans nos actes actuels¹². Nous réussissons, tant bien que mal, à la préfigurer au sein de nos organisations politiques et de nos réseaux amicaux. Mais ces pratiques doivent naître dans un contexte productiviste et individualiste, dans lequel l’aliénation, la domination, le chacun pour soi et le contrôle social sont la norme. De plus, « [à] cause de la dispersion dans l’espace, l’agencement du temps s’organise en tiroirs : les contacts humains, les rencontres sont déterminés par l’agenda, l’imprévu n’a plus sa place », écrit la militante cycliste Claire Morissette¹³. Comment ne pas se sentir essoufflé-e, épuisé-e de la course effrénée vers la révolution?

La proximité physique facilite grandement cette préfiguration en rendant plus aisés les processus organisationnels qui mettent en œuvre l’idée que « les moyens sont aussi les fins. » D’entrée de jeu, la proximité physique facilite de beaucoup l’organisation à long terme. Des cyniques font remarquer que les jeunes radicaux et radicales disparaissent de la carte militante et s’occupent d’affaires « adultes » après avoir quitté les bancs de l’école, fondé une famille ou s’être casé dans un emploi. Nous avons une autre interprétation. L’école est un lieu que les jeunes fréquentent quotidiennement et s’y retrouvent facilement (le lieu de travail fait aussi souvent office de référent identitaire – surtout quand on a librement choisi son emploi, ce qui est rarement le cas!) Cette proximité physique facilite le sentiment d’appartenance, le foisonnement d’idées et

¹² « Préfigurer des alternatives aux institutions existantes : Prévoir à l’avance et s’organiser en fonction d’être en concordance avec les buts recherchés, donc de façon anti-autoritaire et décentralisée, en groupes affinitaires et avec l’intention d’en accomplir le plus possible sans bureaucratie et en laissant une large part à la créativité. » Extrait de Nicolas Delisle-L’Heureux et Anna Kruzynski, « La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée : subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec », Communication au Colloque *Mouvements sociaux et transnationalisation des pratiques : les Amériques sont-elles différentes ?*, Congrès annuel de l’ACFAS, Chicoutimi, 7-8 mai 2007, p. 5. Disponible en ligne sur www.crac-kebec.org

¹³ Dans *Deux roues, un avenir*, Montréal, Éditions Écosociété, 1994, p. 62.

d'actions. Une fois l'école terminée, les gens se retrouvent éparpillés dans la métropole, sans repères et sans affinités dans des milieux de vie souvent choisis en fonction du coût des logements. Il devient de plus en plus difficile de continuer à militer, non seulement à cause du temps consacré à l'emploi et à la famille, mais aussi à cause des heures passées à se déplacer dans l'immense Montréal métropolitain.

A Pointe-Saint-Charles, au fil des ans, une communauté antiautoritaire a commencé à se créer. C'est le quartier et ses enjeux locaux qui nous rassemble, pas un statut temporaire d'étudiant, d'étudiante ou bien notre identité sociale ou notre appartenance de classe. Plusieurs d'entre nous y sommes installé-es pour de bon, c'est notre chez nous. Nous y habitons, certain-es y travaillent, nos enfants se fréquentent. On cherche à s'inscrire dans l'histoire du quartier et de son mouvement populaire pour se projeter dans l'avenir. On discute avec nos voisins et voisines sympathisantes, indifférentes ou réfractaires – on apprend à nuancer notre discours, à revoir notre manière de faire, à confronter nos idées à la réalité. Notre participation s'étale dans le temps, on apprend à mieux connaître les enjeux, les acteurs, à pouvoir faire des analyses pertinentes, à planifier des actions percutantes. On partage notre savoir avec ceux et celles qui se joignent à la lutte.

Militer dans son quartier permet aussi de sauver un temps précieux : nos camarades de lutte habitent à deux pas de chez nous et cela offre de multiples avantages. Le temps et l'espace sont moins fragmentés, la sociabilité se mêle à l'organisation. La proximité nous permet aussi de se donner des ressources collectives qui réduisent notre dépendance sur l'argent et le travail salarié. Par exemple on se partage la « récup' de bouffe » entre plusieurs appartements, on fonde un groupe d'entraide pour assurer la garde des enfants, on entrepose du stock pour des actions dans la cour de l'une et de l'autre, etc.

La proximité facilite aussi le développement d'un vivre ensemble antiautoritaire. Si quelque chose nous tracasse, on peut s'en parler sans trop de formalités, dans des moments informels ou bien en rendant visite à la personne concernée. Aussi, il est assez difficile de fuir un conflit ou d'éviter une personne qui habite à côté de chez vous – ça nous force à travailler le vivre ensemble au-delà du superficiel et à trouver des mécanismes pour régler les conflits. Ça permet de décoloniser l'imaginaire, de travailler à transformer les rapports sociaux qui perpétuent les divisions sociales et d'être redevables de nos actes. En somme, quand on milite dans notre milieu de vie, la préfiguration devient moins artificielle, plus fluide, plus collée à la vie. Elle se déploie dans l'espace physique du milieu de vie et non pas dans la formalité des réunions ou la désincarnée « toile » cybernétique.

Construire un espace politique libertaire

Au-delà de la perturbation et pour sortir la préfiguration de la culture interne des anarchistes, une troisième dimension de l'action directe radicale est qualifiée de construction de la société libre. Cette construction dans l'espace public ne peut se faire sans confrontation avec le système dominant. Le CSA, par exemple, s'est frotté aux défenseurs de la sacro-sainte propriété privée en ouvrant un squat. La Pointe libertaire doit se battre avec l'administration municipale pour empêcher que le Jardin de la liberté ne soit rasé à chaque année. La murale populaire sur un mur appartenant au CN est une idée vieille de plus de vingt ans que nous avons réussis à faire aboutir après de multiples efforts et mises en danger. La construction de la société souhaitée est à notre sens la dimension la plus difficile de l'action libertaire, la plus incertaine et celle qui s'inscrit dans le long terme. Mais c'est aussi par cette construction que le mouvement anarchiste

peut espérer diffuser ses idées, les montrer au grand jour, prouver que ça marche, rendre redondantes les autorités publiques et privées capitalistes et peut-être même un jour faire basculer le vieux monde autoritaire! Ainsi, malgré les quelques projets alternatifs que nous tentons de faire vivre, nous sommes très loin du type de société visée.

À la Pointe libertaire nous tentons d'imaginer (et de mettre en œuvre) des éléments pour une société organisée à partir de sa base populaire, c'est-à-dire à partir de groupes d'affinités, de collectifs de petites tailles, d'unités de production qui se fédèrent de manière plus ou moins formelle à l'échelle du quartier pour former une collectivité politique qui soit inscrite dans une histoire et un territoire.

Nous nous inspirons de propositions contemporaines qui ont le mérite de chercher à s'inscrire dans la société actuelle et non plus dans celle du 19^e siècle qui a vu naître l'anarchisme. Des économistes contemporains ont développé un modèle, l'économie participaliste (écopar), qui prône la mise en place de collectifs de production et de consommation qui seraient fédérés au sein de conseils visant à planifier l'offre et la demande de façon endogène (au contraire de la planification centralisée)¹⁴. D'autres, tels Stephen Shalom¹⁵, réfléchissent un modèle politique participatif qui brode autour de l'idée d'assemblées locales ou de quartier. Notre camarade Marcel Sévigny a élaboré sur ces idées dans son dernier livre; il propose l'établissement d'un réseau d'alternatives anti-autoritaires qui puisse en arriver à une auto-institution politique à travers le mécanisme

¹⁴ On peut consulter les travaux de Michael Albert et Robin Hanhel pour en savoir plus. Pour une introduction, voir Baillargeon, Normand (2005). « L'écopar. Enfin des idées libertaires pour l'économie », *Possibles*, 29(2), printemps 2005.

¹⁵ Shalom, Stephen (Novembre 2005). « ParPolity: Political Vision for a Good Society ». ZNet, on-line: <http://www.zmag.org/znet/viewArticle/4957>.

d'une assemblée populaire décisionnelle et autonome des pouvoirs actuellement en place¹⁶. Mais ces modèles sont encore très abstraits et difficiles à mettre en œuvre.

Moins théorisés par des anarchistes contemporains, mais tout aussi important, la famille, l'éducation, la santé, la justice, les loisirs ainsi que tout autre service social devra être organisé de manière non autoritaire. Bref, l'éradication des rapports de domination associés aux grandes divisions sociales (racisme, sexisme, hétéronormativité, capacitisme, âgisme) demande de repenser tous les aspects de la vie en société et cette réflexion demeure à faire – sans compter la mise en pratique! Ces modèles sont-ils voués à ne demeurer que des idées? Peut-on imaginer, dans le contexte montréalais actuel, la mise en place de l'utopie anarchiste? Malheureusement nous en sommes encore loin.

Questionnements et critiques

Malgré le bilan positif tiré ci-dessus, nous sommes les premier-es à admettre que l'activité des anarchistes dans le Sud-Ouest de Montréal n'est qu'une goutte dans l'océan. À ce propos, nous avons des questionnements et des critiques à partager.

D'abord, nous constatons qu'il est difficile de ne pas se décourager face aux difficultés rencontrées à mobiliser nos voisins et voisines qui ne sont pas déjà en lien avec les milieux militants. Malgré deux ans de travail intense dans le quartier, le nombre de d'habitantes et d'habitants du quartier présentent à la manifestation d'appui à l'occupation du CSA nous a semblé assez limité. Ces mêmes personnes sont difficilement mobilisables pour participer à des ateliers sociopolitiques, des assemblées publiques ou des actions de perturbation. La mobilisation est toutefois plus facile pour des activités à

¹⁶ Sévigny, Marcel (2009) *Et nous serions paresseux? Résistance populaire et autogestion libertaire*, Montréal, Éditions Écosociété, particulièrement le dernier chapitre, p. 172-210.

caractère ludique : le cinéma, la réparation de vélo, les spectacles de groupes locaux intéressent plus les gens qui ne sont pas déjà mobilisés. Or, rare sont ceux et celles qui choisiront ensuite de s'impliquer activement, même s'ils ou elles nous appuient. Faut avoir la couenne dure pour ne pas abandonner! Et il faut toujours se le répéter : un mouvement de masse se construit un pas à la fois, une personne à la fois, sur plusieurs années.

Plus particulièrement, nous ne pouvons ignorer l'absence des personnes racisées, des personnes immigrantes, de ceux et celles dont le français n'est pas une langue usuelle. Pointe-Saint-Charles est un quartier construit par l'immigration européenne, mais depuis les années 1980 de plus en plus de nouveaux arrivants proviennent d'Amérique Latine, du Congo et du Bangladesh. De l'autre côté du canal, à la Petite-Bourgogne, les personnes d'origine jamaïcaine et haïtienne sont nombreuses. Comment expliquer que le CSA n'ait pas réussi à attirer plus de personnes racisées en son sein? Il a réussi à tisser des ponts entre anglophones et francophones, mais assez peu avec des personnes racisées. Est-ce que les enjeux sur lesquels nous axons notre lutte ne sont pas ceux qui les touchent en priorité? Est-ce que la culture militante anarchiste leur paraît inaccessible? Est-ce le caractère confrontationnel? Plusieurs groupes à l'idéologie radicale travaillent sur les enjeux antiracistes avec des personnes racisées. Il y a des enseignements à aller chercher là¹⁷.

Sur un autre sujet, en se concentrant sur un territoire donné, un milieu de vie, comment faire en sorte qu'on ne s'enferme pas dans une sorte de militantisme petit-bourgeois,

¹⁷ Pour une analyse intéressante de cette question voir Armory Starr (2004). « How can Anti-Imperialism not be Anti-Racist? The North American Anti-Globalization Movement », *Journal of World-System Research*, 10(1), p. 119-151.

« lifestyle », orienté sur les enjeux d'amélioration de la qualité de vie? Comment éviter le Pas-dans-ma-cour? Comment atteindre les racines du capitalisme, de l'État, du patriarcat? Nous croyons que, pour ce faire, il faut travailler à bâtir une économie locale à l'extérieur des rapports capitalistes pour répondre aux besoins de base (bouffe, logement, culture, éducation, santé). Le Programme économique de la Pointe (PEP), mis en place en 1984 par des organisations populaires, fut un pas dans cette direction, mais il fut rapidement avalé par le « développement économique communautaire » capitaliste. Des unités de production locales permettraient de faire le lien avec les besoins de la population. Sans viser l'autarcie et le repli sur soi, l'économie d'aide mutuelle peut rendre une population plus autonome du marché économique et auto-instituer la collectivité politique par le biais de l'économie. Le CSA contient cela dans sa philosophie, mais la mise en œuvre n'est pas facile...

Enfin, qu'est-ce qui ferait que la mouvance anarchiste sorte de sa marginalité et puisse avoir un impact dans la société québécoise? Arriver à créer un réseau de groupes d'affinités et de collectifs de quartier à la grandeur de la métropole serait, selon nous, une voie à suivre. Plusieurs tentatives ont jusqu'ici échouées, ce qui est peut-être le signe que le fruit n'est pas mûr. Il nous apparaît que nous pourrions aller plus loin, qu'on serait plus forts, si on se regroupait ponctuellement autour d'enjeux stratégiques pour mener des actions décentralisées dans les quartiers de la ville (plutôt que devant un lieu symbolique du centre-ville). Imaginons que dans plusieurs quartiers de Montréal, en même temps, on ouvre des squats d'habitation ou des centres sociaux autogérés. Qu'on bloque l'accès à plusieurs postes de police pour dénoncer la brutalité policière? Mais pour en arriver là,

nous avons besoin de collectifs de quartier (ou de lieu de travail) enracinés et forts et de militants et de militantes qui ne sont pas constamment sur le bord de l'épuisement...

Sans oublier qu'il y a de façon générale une tension constante dans le milieu anarchiste entre ceux et celles qui considèrent qu'il est important et nécessaire de mettre en place des organisations formelles qui perdurent dans le temps et d'autres qui préfèrent un mode d'organisation temporaire. S'ajoute à cela la tendance à militer dans différents groupes sur divers enjeux, et ce, pour un laps de temps assez court, souvent au gré des autres aspects de la vie (travail, voyage, famille, etc.) Et quand les choses deviennent difficiles – dynamiques internes, vécu personnel, répression, échec – plusieurs choisissent de mettre un terme à leur engagement ou d'aller voir ailleurs. Il en résulte un manque de suivi et d'engagement à moyen ou long terme dans des projets et des luttes. L'histoire nous enseigne pourtant que le chemin des transformations sociales est semé d'embûches, de tensions, de périodes creuses. Si nous n'arrivons pas à rester engagé-e-s quand les choses se corsent, quand la tension monte et que la lutte est difficile, comment pourra-t-on faire la révolution? C'est dans des périodes difficiles qu'on rectifie le tir, qu'on apprend, qu'on chemine. Pour ce faire, nous croyons que nous avons besoin de structures et de mécanismes pérennes. Il y a, certes, un équilibre à trouver entre l'engagement continu à long terme et la possibilité de décrocher, d'aller voir ailleurs, de glander sans culpabilité. L'engagement militant inscrit dans un territoire nous apparaît comme une solution intéressante.

Conclusion

Nous croyons que le mouvement anarchiste québécois a intérêt à s'ancrer socialement et politiquement dans des espaces physiques comme les quartiers urbains pour mettre en

œuvre ses propositions de changements radicaux. Cela n'empêche pas les actions de perturbation qui s'adressent à un échelon national ou mondial, ni le réseautage et la solidarité internationaux, mais dans l'optique d'arriver à un mouvement de masse libertaire, nous ne pouvons que partir de la base pour se projeter ensuite vers d'autres échelons. Dans un contexte où les classes sociales sont plus fragmentées et où on travaille rarement près de son milieu de vie, il nous apparaît que l'action locale permet d'agir dans la mixité sociale et de ne pas se restreindre à une appartenance de classe figée dans des conceptions du passé.

L'action locale vise à effectuer des transformations qui mènent à l'implantation d'une culture anarchiste de prise en main autonome des besoins collectifs. Elle ne s'adresse pas aux médias ou à l'État pour les impressionner, elle s'adresse à des gens et elle est visible lorsqu'elle est se fait près d'eux, lorsqu'elle rejoint des gens localement pour leur donner le goût d'organiser leur propre libération. La construction de collectivités locales fortes, libertaires, motivées par leur prise en main autonome, nous apparaît comme un moyen intéressant pour arriver, éventuellement, à un certain grand soir qui ne soit pas qu'un simple show d'boucane sans lendemain.